



83e du Congrès de l'Acfas

Colloque 631 - Le développement territorial sous la loupe : la recherche partenariale au service de la résilience aux changements climatiques

Du lundi 25 mai à 08 h 30 au mardi 26 mai à 17 h 00.

Responsable(s)

Steve PLANTE *UQAR - Université du Québec à Rimouski*, Liette VASSEUR *Brock University*

Description

S'insérant dans une réflexion plus large sur le développement régional et territorial, ce colloque traite de l'apport de la recherche partenariale aux questions soulevées par les effets des changements climatiques en zones côtières et riveraines. Cette proposition s'inscrit dans le cadre de l'Alliance de recherche universités-communautés-Défis des communautés côtières (ARUC-DCC) de l'estuaire et du golfe du Saint-Laurent à l'heure des changements climatiques, dont les objectifs sont le renforcement des capacités de gouvernance et de résilience des collectivités côtières et riveraines.

Outre les résultats des processus d'accompagnement des collectivités dans l'élaboration de leurs plans d'adaptation, de résilience ou stratégique, nous présenterons les résultats originaux de l'étude longitudinale qui a été lancée par suite des grandes tempêtes de 2010. Cette étude cherche à comprendre les représentations sociales des effets des changements climatiques et environnementaux, et à mesurer les capacités de résilience en termes d'adaptation, d'auto-organisation, d'innovation sociale, d'acceptation, de recouvrement et d'apprentissages collectifs. Couvrant les territoires du Québec et du Nouveau-Brunswick, notre recherche nous permet d'effectuer une comparaison des résultats entre ces deux provinces et, ainsi, de tirer des leçons relatives aux modes de gestion et de gouvernance, et à la recherche partenariale pour traiter des problèmes d'adaptation.

Enfin, dans ce colloque, les fruits de la collaboration entre les chercheurs et les partenaires de terrain (outils, transfert, suivi, bonnes pratiques, etc.) seront présentés aux fins de discussion. Ces échanges permettront de consolider une vision interdisciplinaire des problèmes complexes engendrés par les changements climatiques pour les acteurs et les collectivités locales.

Lundi 25 Mai 2015

8 h 30 - 8 h 35

Mot d'ouverture et de bienvenue

Communications orales

Présidence/animation : Steve PLANTE *UQAR - Université du Québec à Rimouski*

Bâtiment – Local : IMQ – A348

8 h 30 Steve PLANTE *UQAR - Université du Québec à Rimouski*

Mot d'ouverture et de bienvenue

Mot d'ouverture et de bienvenue

8 h 35 - 9 h 00

Contextualisation de la coconstruction des résultats obtenus dans le projet longitudinal de l'ARUC-Défis des communautés côtières

Communications orales

Présidence/animation : Omer CHOUINARD *Université de Moncton*

Bâtiment – Local : IMQ – A348

8 h 35 Steve PLANTE *UQAR - Université du Québec à Rimouski*

Contextualisation de la coconstruction des résultats obtenus dans le projet longitudinal de l'ARUC-Défis des communautés côtières

Les communautés de Rivière-au-Tonnerre, Ste-Flavie, Maria et Bonaventure au Québec, ainsi que celles de Shippagan, Sainte-Marie/Saint-Raphaël, Cocagne, Grande-Digue et Dundas au Nouveau-Brunswick, sont des communautés côtières qui ont participé à un projet d'envergure vis-à-vis de l'adaptation aux changements climatiques. Basé sur une collaboration mutuelle entre les partenaires territoriaux (acteurs municipaux, société civile et secteur économique), nous avons développé un projet destiné à accompagner leurs démarches d'adaptation respectives. Dans cette communication introductive de notre colloque, nous présentons quelques caractéristiques de ces communautés, ainsi que les contextes de la mise en place des processus d'accompagnement. Nous terminons en identifiant des pistes de réflexion qui seront développées et approfondies dans les ateliers de ce colloque.

9 h 00 - 10 h 10

Bilan de l'accompagnement des collectivités : démarches et résultats

Panel

Présidence/animation : Liette VASSEUR *Brock University*

Participant(s): Mélanie AUBÉ *Institut de recherche sur les zones côtières inc.*, Nathalie BEAULIEU *UQAR - Université du Québec à Rimouski*, Omer CHOUINARD *Université de Moncton*, Julie GUILLEMOT *Université de Moncton*, Steve PLANTE *UQAR - Université du Québec à Rimouski*

Bâtiment – Local : IMQ – A348

10 h 10 Pause

10 h 40 - 12 h 15

L'importance de la gouvernance dans l'adaptation aux changements climatiques

Communications orales

Bâtiment – Local : IMQ – A348

10 h 40 Nicole KLENK *University of Toronto*

Responsabilisation des collectivités locales face à l'adaptation aux changements climatiques

La responsabilisation des communautés locales face à l'adaptation aux changements climatiques requiert des ressources et des capacités particulières qui ne sont pas nécessairement accessibles auprès de petites communautés rurales. Une étude de cas fait auprès de cinq communautés côtières du sud-ouest du Nouveau-Brunswick indique que l'adaptation aux changements climatiques devrait être coordonnée par une approche régionale, qui permettrait aux communautés locales d'accéder à des ressources de planification de façon équitable et durable. Les défis auxquels font face ces communautés sont d'un caractère multi-scalaire, liés à des enjeux politiques, économiques et sociaux qui

débordent des pouvoirs municipaux. Pour faciliter l'adaptation aux changements climatiques, la province du Nouveau-Brunswick doit non seulement s'engager à informer les communautés, à rendre accessible des outils de planification nécessaires, mais aussi à établir des mécanismes de gouvernance régionaux. Ces mécanismes pouvant être mise en place par les Commissions de Services Régionales nouvellement créés.

10 h 55 Julie GUILLEMOT *Université de Moncton*

Gouvernance locale et adaptation au changement climatique dans la péninsule acadienne : vers une approche régionale?

Avec le changement climatique, les collectivités côtières de la péninsule Acadienne sont confrontées à des modifications de leur l'environnement auxquelles elles doivent s'adapter. Les problèmes les plus redoutés sont ceux liés aux effets de l'érosion et aux épisodes de submersion marine. Du citoyen aux ministères fédéraux, en passant par le monde de la recherche, de nombreux acteurs sont impliqués dans la mise en œuvre d'approches réactives ou préventives. Comme chercheure, nous collaborons depuis 2011 avec plusieurs de ces acteurs dans le cadre d'approches visant à renforcer la résilience des communautés. Nous avons aussi, en 2013-2014, recueilli les témoignages de plusieurs d'acteurs du secteur public, privé et de la société civile (n= 22) à propos du processus d'adaptation et du rôle de différents intervenants dans ce processus. Nous vous présentons ici une synthèse portant sur les dynamiques d'acteurs dans le cadre du développement d'approches collectives d'adaptation à l'échelle des communautés et de la région. Nous soulignons notamment les tensions et les complémentarités existant entre les dynamiques spontanées et locales et les approches portées par le secteur public. Des divergences sont aussi apparentes dans le discours des acteurs à propos du territoire côtier ou des approches d'adaptation. Le cheminement vers une vision régionale du processus d'adaptation passe, selon nous, par la reconnaissance des interdépendances liant les territoires et le dialogue.

11 h 10 Liette VASSEUR *Brock University*

Gouvernance adaptative : l'importance de rester ouvert à tout

Les changements climatiques apportent des incertitudes et des défis majeurs pour toutes les communautés. Il en est le cas des communautés côtières qui doivent faire face à des changements importants affectant leurs communautés et leurs écosystèmes. Pour s'adapter aux changements, il est important pour les communautés de s'adapter. Comprendre les impacts, leurs vulnérabilités et leurs capacités à s'adapter requière un dialogue dans lequel toute la communauté peut participer. Cela demande une compréhension de son écosystème et des opportunités qui se présentent au niveau de la communauté. Dans cette présentation, je discute des ingrédients qui devraient être inclus pour une gouvernance adaptative. Ce processus devrait effectivement prendre en considération les connaissances scientifiques et traditionnelles du système social-écologique. Bien comprendre la gouvernance à tous les niveaux veut aussi dire comprendre les aspects intergénérationnels, les barrières législatives ou gouvernementales, les limites écosystémiques et les enjeux communautaires. Ces derniers sont importants à comprendre dans le contexte du système social-écologique car les besoins de certains membres de la communauté peuvent différer d'autres membres menant à des conflits. Les aspects d'équité et de justice sociale doivent aussi être considérés.

11 h 25 Mélinna NOBLET *Université de Picardie*

Adaptation et gouvernance locale : entre mythe et réalité

Ces dernières années les avis scientifiques convergent pour dire que l'action climatique en matière d'adaptation ne peut se limiter à une approche centralisée et *Top-Down* (Adger *et al.*, 2003, Ostrom, 2009, etc.). La gouvernance locale apparait de plus en plus comme étant l'échelon le plus opérationnel dans la gestion de l'adaptation. Pour autant, les processus de gouvernance tels qu'ils existent actuellement sont-ils aptes à gérer ce nouveau problème ? A

travers une étude comparée des processus de décentralisation et des systèmes de gouvernance locaux entre deux pays contrastés : le Canada (Nouveau-Brunswick) et le Sénégal, nous pouvons montrer que la gouvernance locale au sens d'une autorité locale décentralisée, disposant d'un conseil élu, ayant le pouvoir et les moyens financiers et humains de mener des actions publiques pour sa collectivité n'existent pas ou presque dans les faits. Cette recherche menée dans le cadre de notre thèse de doctorat a privilégié l'utilisation d'une méthode qualitative (analyse documentaire, observations participantes et entrevues semi-dirigées). Après avoir rappelé de manière brève les aspects théoriques et conceptuels de la notion de gouvernance, en particulier son utilisation dans le domaine de l'environnement et du climat, nous traiterons des aspects institutionnels de la décentralisation et de la gouvernance locale au Canada et au Sénégal.

12 h 15 Dîner

13 h 30 - 15 h 00

Perspectives conceptuelles : un dialogue à plusieurs voix

Panel

Présidence/animation : Geneviève BRISSON *UQAR - Université du Québec à Rimouski*

Participant(s): François GAGNON *Organisme de bassins versants de Kamouraska, L'Islet et Rivière-du-Loup*, Rose-Marie GALLAGHER *Municipalité de Sainte-Flavie*, Mélinda NOBLET *Université de Picardie*, Liette VASSEUR *Brock University*

Bâtiment – Local : IMQ – A348

15 h 00 Pause

15 h 30 - 17 h 00

Présentation d'outils découlant des projets ponctuels de l'ARUC-DCC

Panel

Présidence/animation : Antoine VERVILLE *Regroupement des organismes de bassins versants du Québec*

Participant(s): Nathalie BEAULIEU *UQAR - Université du Québec à Rimouski*, Geneviève CLOUTIER *Université Laval*, Karine DAUPHIN *Organisme de concertation pour l'eau des bassins versants de la rivière Nicolet*, Obv CAPSA *Organisme de bassins versants CAPSA*, Catherine FRIZZLE *Conseil de gouvernance de l'eau des bassins versants de la rivière Saint-François*, François GAGNON *Organisme de bassins versants de Kamouraska, L'Islet et Rivière-du-Loup*, Lucile TRANCHECOSTE *Organisme de bassin versant Matapédia Restigouche*, Antoine VERVILLE *Regroupement des organismes de bassins versants du Québec*

Bâtiment – Local : IMQ – A348

Mardi 26 Mai 2015

9 h 00 - 10 h 00

Le rôle du chercheur dans la recherche partenariale

Panel

Présidence/animation : Julie GUILLEMOT *Université de Moncton*

Participant(s): Christopher BRYANT *Université de Montréal*, Nicole KLENK *University of Toronto*, Steve PLANTE *UQAR - Université du Québec à Rimouski*, Jean-Éric TURCOTTE *Stratégies Saint-Laurent*, Antoine VERVILLE *Regroupement des organismes de bassins versants du Québec*

Bâtiment – Local : IMQ – A348

10 h 00 Pause

10 h 30 - 12 h 00

Apprentissages et leadership dans la recherche partenariale

Communications orales

Présidence/animation : Mélinda NOBLET *Université de Picardie*

Bâtiment – Local : IMQ – A348

- 10 h 30 Omer CHOUNARD *Université de Moncton*, Tiavina Rivoarivola RABENIAINA *Université de Moncton*, Sebastian WEISSENBERGER *UQAM - Université du Québec à Montréal*
Transfert de connaissances et apprentissage mutuel dans les Commissions de services régionaux (CSR) du Sud-Est et de Kent au Nouveau-Brunswick

Une recherche partenariale menée auprès de cinq collectivités côtières, réparties dans deux (CSR) qui se différencient par la taille de la population et le mode de gouvernance. Dans la CSR de Kent se trouvent Grand-Digue et Dundas, deux villages constitués en District de services locaux (DSL) et administrés par le Ministère des Gouvernements locaux du N.-B. Se trouve ensuite, Cocagne, village incorporé en Communauté rurale (CR) en 2014, ce qui lui donne un pouvoir décisionnel, ainsi qu'une représentation auprès des instances régionales. Dans la CSR du sud-est, la CR Beaubassin-est est gérée par des élus locaux; la municipalité de Cap-Pelé est aussi administrée par des élus locaux. Trois principaux résultats ressortent de cette comparaison. Les participants observent les effets négatifs du changement climatique sur les quarante dernières années et s'attendent à affronter des perturbations environnementales majeures dans les prochaines années : ce qui engendre stress et inquiétude. Puis, les événements extrêmes ont aussi eu des impacts dans les collectivités et sur les relations de voisinage. Les réactions sont cependant différenciées : une partie des résidents relate des conflits d'usage et d'autres mettent en évidence l'engagement communautaire. En dernier lieu, les administrateurs locaux dans les communautés (maires et conseillers) sont conscients des problèmes environnementaux. Ils interviennent dans les situations d'urgence et les associations locales les motiveraient à agir.

- 10 h 45 Julia SANTOS SILVA *UQAR - Université du Québec à Rimouski*
Apprentissages et développement territorial dans le contexte des changements climatiques : les cas de deux expériences de recherche partenariale de l'ARUC-DCC au Québec

Les effets des changements climatiques soulèvent plusieurs enjeux en termes de développement pour les communautés qui y sont exposées. En zone côtière, nous pensons par exemple à l'impossibilité d'habiter certaines zones considérées à risque d'érosion, d'inondation ou de submersion, et au déclin de la situation socio-économique des communautés dépendant des ressources naturelles ou d'autres activités économiques reliées aux conditions climatiques. Les populations locales sont de plus en plus sollicitées à jouer un rôle de leadership en matière d'adaptation sans pour autant qu'on soit en mesure de prédire l'ampleur et le moment des changements sur les territoires en raison de l'incertitude qui s'y rattache. Les différentes probabilités suscitent le besoin d'envisager de stratégies qui soient flexibles et qui prennent en considération les apprentissages des acteurs. Dans ce contexte, nous présenterons les résultats préliminaires de notre thèse doctorale s'intéressant à comprendre comment les processus d'apprentissage collectif peuvent renforcer la résilience des communautés côtières aux changements climatiques. Nous nous attarderons à l'expérience de recherche partenariale de l'Alliance de recherche universités-communautés sur les défis des communautés côtières (ARUC-DCC) à Sainte-Flavie et à Rivière-au-Tonnerre (QC), entre 2011 et 2014.

- 11 h 00 Christopher BRYANT *Université de Montréal*, Antonia-Djèmila BOUSBAINE *Communauté Wallonie-Bruxelles*
Le leadership en recherche partenariale dans la perspective du développement durable

La résilience face aux changements climatiques (CC) demande des actions pour la construire et l'améliorer qui doivent être intégrées dans un processus de réflexion et de

planification stratégique holistique afin de leur accorder l'importance qu'elles méritent. Dans ce contexte, nous sommes en droit de nous interroger : qui peut prendre des initiatives pour lancer ces processus ? Qui est en mesure d'assumer le leadership pour lancer des actions plus ciblées ? Le leadership n'est pas uniquement l'apanage avec des personnes positionnées au sommet d'une hiérarchie, ex. le maire, les élus, etc. De tels processus ont été lancés dans de nombreux territoires à travers le Canada par des acteurs non associés avec des gouvernements locaux ou régionaux. Dans le contexte du développement durable, le leadership demande aux «leaders» à reconnaître qu'il faut responsabiliser d'autres acteurs, citoyens compris, pour assumer le leadership des autres actions et processus dans le cadre d'une orientation stratégique particulière, ex. Renforcer la résilience face aux CC. Ce raisonnement est basé sur les principes du développement durable qui demande une reconnaissance de l'apport de chaque acteur/groupe d'acteurs et la compréhension des intérêts de chaque personne impliquée. Il est important de responsabiliser d'autant de personnes que possible et de ne pas se concentrer sur les élus et le personnel professionnel – donc, la construction d'un leadership décentralisé et au final, une nouvelle gouvernance.

11 h 15 Liette VASSEUR *Brock University*

Apprentissages et leadership dans la recherche partenariale : éviter à tout prix la recherche « hélicoptère »

Pendant des décennies, la recherche dans les communautés s'en fait souvent à l'insu de la population. Les chercheurs allaient sur le terrain chercher les données, revenaient au labo ou au bureau et publiaient sans retourner sur le terrain pour discuter les résultats et les implications, d'où le terme « hélicoptère ». Avec l'avancement des concepts théoriques de recherche, l'importance d'impliquer la communauté dans la recherche et ce surtout dans le développement de politiques publiques, cette approche ne convient plus. En fait, elle est souvent ressentie comme négative par les communautés où celle-ci fut utilisée dans le passé. La place de la recherche demeure importante surtout en ce qui a trait à l'adaptation aux changements climatiques. Le partenariat se construit en tenant compte de caractéristiques importantes telles que la confiance, la transparence et la réciprocité. Mais elle demande à être examinée aussi quant à sa valeur en fonction de la volonté des gens et du chercheur. À travers quelques exemples, je discute le besoin de leadership dans ce domaine et son importance future, non seulement au Canada et dans le cadre des changements climatiques mais aussi dans d'autres pays moins développés où cette recherche partenariale peut avoir des tombées positives ou négatives selon l'approche et la création d'attente.

12 h 00 Dîner

13 h 30 - 15 h 00

Exemples internationaux sur la vulnérabilité et l'adaptation aux changements climatiques (partie 1)

Communications orales

Présidence/animation : Steve PLANTE *UQAR - Université du Québec à Rimouski*

Bâtiment – Local : IMQ – A348

13 h 30 Sebastian WEISSENBERGER *UQAM - Université du Québec à Montréal*, Élyse LACOSTE *UQAM - Université du Québec à Montréal*, Fréjus THOTO *UQAM - Université du Québec à Montréal*

La vulnérabilité des communautés de pêcheurs d'Afrique de l'Ouest (Bénin et Sénégal) aux impacts des changements climatiques

Nous avons mené des études partenariales au Bénin avec l'ACED-Bénin et au Sénégal, dans le Delta du Saloum, avec la DEEC du ministère de l'Environnement, sur la vulnérabilité et les mesures d'adaptation de communautés de pêcheurs aux impacts des changements climatiques. Les entrevues quantitatives ont permis d'établir des indicateurs de vulnérabilité

basés sur l'exposition, la sensibilité et la capacité d'adaptation des socio-écosystèmes. Ces résultats ont été complétés par des entrevues semi-dirigées avec des acteurs-clés des communautés, du gouvernement et du domaine scientifique. Dans toutes les communautés étudiées, les impacts des changements climatiques se font déjà sentir, sous forme d'érosion côtière accrue, d'augmentation de l'importance des aléas climatiques et de la fréquence des inondations, d'intrusion d'eau salée dans les terres agricoles et de dégradation des mangroves. Les communautés sont généralement conscientes de ces phénomènes et entreprennent des mesures d'adaptation relevant de la protection, de l'accommodement et du retrait; parmi elles des mesures de nature physique (construction de digues, relocalisation d'infrastructures), écologique (reboisement de mangroves) ou institutionnelle (création d'une aire marine protégée). De manière générale, la forte mobilisation de la population au sein d'associations est perçue comme un élément important de sa capacité d'adaptation, mais les moyens financiers et techniques restent limités.

14 h 15 Mélinna NOBLET *Université de Picardie*
L'adaptation : une politique publique limitée

L'adaptation est devenue au cours de la dernière décennie la solution majeure venant répondre aux problèmes de la vulnérabilité climatique et des effets néfastes du changement climatique. Les États de par le monde élaborent des plans et des stratégies d'adaptation et mettent en œuvre des projets d'adaptation. À travers une analyse comparée de l'action publique en matière d'adaptation entre le Sénégal et le Canada (Nouveau-Brunswick), nous pouvons montrer que la vulnérabilité est certes considérée comme un nouveau problème public mais que les mesures d'adaptation mises en œuvre restent limitées. En effet, nous verrons au cours de cette présentation que derrière les actions d'adaptation canadiennes se cachent en réalité les pratiques anciennes de gestion du risque et derrière les actions sénégalaises nous retrouvons les pratiques de développement. Cette recherche menée dans le cadre de notre thèse de doctorat a privilégié l'utilisation d'une méthode qualitative (analyse documentaire, observations participantes et entrevues semi-dirigées) et s'est appuyée sur la littérature dédiée aux changements environnementaux et à l'action publique. Après avoir décrit les actions mises en œuvre au sein des territoires étudiés, nous expliquerons brièvement les limites de l'intervention publique dans ce domaine en analysant les causes de la résistance au changement.

15 h 00 Pause

15 h 30 - 16 h 45

Exemples internationaux sur la vulnérabilité et l'adaptation aux changements climatiques (partie 2)

Communications orales

Présidence/animation : Steve PLANTE *UQAR - Université du Québec à Rimouski*

Bâtiment – Local : IMQ – A348

15 h 30 Antonia-Djémila BOUSBAINÉ *Communauté Wallonie-Bruxelles*, Élodie GUTIERREZ
Université de Montréal

La résilience communautaire et territoriale face aux inondations dues aux intempéries climatiques : une analyse comparative internationale appuyée par des cas en France et en Belgique

Les impacts des changements climatiques (CC) sont à la une des médias, ex. les inondations suite aux intempéries climatiques aussi bien des communautés côtières que des communautés des fonds de vallées. La communauté des chercheurs s'implique de plus en plus par la recherche partenariale et la recherche-action. Comment répondre à ces situations récurrentes dans de nombreux pays, p. ex. la France, la Belgique, et les côtes est du Canada et du R.-U.? Nous présentons une analyse comparative de la situation du sud de la France et en Belgique avec un schéma conceptuel qui peut servir dans d'autres

comparaisons internationales. Il est centré sur la résilience et la réduction de la vulnérabilité et possède deux grandes dimensions : Les défis: Composer avec l'inertie créée par le bâti et les infrastructures mis en place dans le passé; Conscientiser les populations à la réalité du phénomène des CC et accepter qu'il faut agir maintenant plutôt que plus tard. Les stratégies les plus importantes doivent composer avec les intérêts et valeurs multiples des citoyens et des acteurs collectifs afin d'élaborer des stratégies pertinentes pour bâtir une meilleure résilience, ex. renforcer la solidarité communautaire, et l'intégrer de façon continue dans les plans de développement...donc comment travailler ensemble; Réduire la vulnérabilité des populations concernées en modifiant les plans d'urbanisme et à la limite en déplaçant certaines activités et utilisation des terres.

16 h 05 Lucile MINEO-KLEINER *UQAR - Université du Québec à Rimouski*, Catherine MEUR-FEREC *Université de Bretagne Occidentale*, Guillaume MARIE *UQAR - Université du Québec à Rimouski*

Quelles stratégies de relocalisation des enjeux face aux risques naturels côtiers en France et au Québec?

En termes de gestion des risques d'érosion et de submersion, la protection par des structures en dur (digues, enrochements...) remporte encore l'adhésion d'une majeure partie de la population. Cependant face aux limites que présentent ces ouvrages, l'idée de la relocalisation de certains enjeux émerge petit à petit. Le travail présenté s'inscrit dans une thèse de doctorat et s'intéresse aux stratégies de relocalisation en France et au Québec. Bien que cette mesure soit encouragée par les gouvernements, sa mise en œuvre au niveau local reste anecdotique. L'objectif est de comprendre pourquoi il existe un tel décalage entre ces échelons décisionnels. En France, le gouvernement a adopté en 2012 la « Stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte : vers la relocalisation des activités et des biens ». Par la mise en place d'un projet de territoire, cette stratégie propose de s'affranchir des risques côtiers tout en redynamisant ce territoire. Le suivi de quatre projets, soutenus par le Ministère chargé de l'environnement permet de confronter cette volonté ambitieuse aux réalités du terrain. Au Québec, le sujet n'a pas été abordé avec la même approche. En dehors des mesures prises suite aux tempêtes de 2010, la tentative impulsée par le gouvernement de mettre en place un projet de relocalisation de façon préventive, à Sept-Îles par exemple, n'a pas été suivie au niveau local et n'a donc pas abouti.

16 h 45 - 17 h 00

Mot de clôture

Communications orales

Bâtiment – Local : IMQ – A348

16 h 45 Steve PLANTE *UQAR - Université du Québec à Rimouski*

Mot de clôture

Mot de clôture

Les résumés des communications orales et par affiche des colloques et des communications libres n'engagent que les auteurs et n'ont pas fait l'objet d'une relecture orthotypographique de la part de l'Acfas.